L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX : Rue de Chartres, No 73. NOUVELLE-ORLEANS, SAMEDI MATIN, 22 NOVEMBRE 1873. 27me Année.

DUFOUR & LIMET,
PROPRIÉTAIRES-ÉDITEURS.

NOUVELLE-ORLEANS.

SAMEDI MATIN, 22 NOVEMBRE.

VENTES A L'ENCAN DE CE JOUR.

Pour les détails, voir aux annonces.

Par le shérif, au rez-de-chaussée de l'Hôtel St. Charles—Marchandises et effets.

Par E. Roger & Co., dans leurs salles d'encan—Bottes, souliers et brodequins.

ATTENTION!

☞ Le shérif procèdera aujourd'hui, à 10 heures et demie A. M., aux lieux, à l'adjudication du fonds et de l'installation du magasin situé au rez-de-chaussée de l'Hôtel St. Charles, rue St-Charles, entre celle de la Commune et Gravier. Premier District—consistant en parapluies, cannes, parfumerie, savon, eau de Cologne, pommade, colle en fil, bretelles, miroirs, etc., etc. Aussi, le fonds et l'installation d'une boutique de barbier, ainsi que le terme restant du bail des dits lieux. Voir l'annonce.

SPECTACLES.

Samedi, 22 Novembre 1873.

OPERA.—A midi, Prologue et Prologue le soir. La Favorite.

ACADEMIE.—A midi et le soir, Mlle Elise Holt dans son rôle comique de Lucrèce Borgia.

LA GUERRE
en perspective.

Agitation à Madrid.

Le ministre américain menacé.

Préparatifs belliqueux.

Enrôlements à la Nouvelle-Orléans.

Les nouvelles reçues de Madrid par le télégraphe donnent à la question cubaine une tournure tout-à-fait belliqueuse. Les relations entre le ministre américain Sickles et le gouvernement de Madrid paraissent être devenues bien moins qu'amicales, et les bonnes dispositions du président Castelar ont été impuissantes à contrôler les passions populaires et même les décisions de son cabinet.

Le vent est à la guerre à Madrid comme il l'est dans certaines sphères aux Etats-Unis.

Nous renvoyons nos lecteurs aux dépêches télégraphiques pour les dernières nouvelles; mais les avis déjà reçus hier soir indiquaient que le gouvernement de Washington considérait une rupture prochaine comme probable, sinon comme inévitable.

Des ordres ont été envoyés dans tous les arsenaux, pour hâter les préparatifs.

A la Nouvelle-Orléans, on procède activement à l'enrôlement des marins, et un journal du soir annonce que cinq des ministres embarquent leurs provisions, pour être prêts à partir au premier signal.

On embarque des provisions pour Key West qui sera le point de ralliement de la flotte, et une partie des hommes enrôlés doivent y être envoyés.

Le général Longstreet a déjà tiré son grand sabre du fourreau, et il ne cache pas sa satisfaction à l'idée de changer le titre peu enviable de chef des sbires de Kellogg pour celui de général des Etats-Unis.

Il peut y avoir quelque exagération dans les bruits qui en circulent et dans les dépêches de Madrid, mais il est à craindre que l'attitude du gouvernement et du peuple à Madrid ne précipite la crise et n'amène le président Grant à prendre une position qui ne laisserait plus au Congrès d'autre alternative que de déclarer la guerre.

LE PAVAGE DE M. SEWELL.—Avant de parler du système de pavage établi par M. Sewell dans la section de la rue des Remparts, entre Esplanade et Quartier, nous devons dire que ce travail, comme celui qui s'été fait dans la même rue, entre la rue du Quartier et le Chemin du Bayou, a été entrepris aux frais des inventeurs. Les autorités municipales n'ont pris aucun engagement et elles ne feront de contrat soit avec M. Sewell, soit avec MM. Wilson & Higgins, que lorsque l'expérience aura démontré le mérite de l'un ou de l'autre système.

La section de la rue des Remparts construite par M. Sewell a été formellement ouverte au public hier, après une inspection faite par le maire et les administrateurs municipaux. L'apparence extérieure du chemin aussi construit est celle des routes macadamisées de France et à première vue la route paraît bonne et solide.

M. Sewell a donné quelques explications sur son système qui, dit-il, est imité du système des Romains pour la construction de leurs routes. Seulement au lieu de quatre à cinq pieds de profondeur que les Romains donnaient à leurs routes, M. Sewell ne donne qu'une moyenne de 18 pouces à la sienne, 23 pouces au centre et 13 pouces sur les côtés. Sa route se compose d'un premier lit de pierres ferrugineuses broyées puis de plusieurs couches successives de gravier concassé au moyen d'un ciment particulier, et établi par un procédé inconnu aux autres. Le mélange, dit M. Sewell, doit avec le temps durcir au point de ne point voir être entamé par la pique.

M. Sewell a dit qu'il était prêt à faire des contrats avec la ville à raison de $2 50 par yarde carrée, bien que le travail qu'il vient d'exécuter lui ait coûté plus que cela, parce qu'il a opéré sur une petite échelle et sans avoir les machines et l'outillage convenables.

Deux ou trois mois seront nécessaires pour que l'on puisse juger, en connaissance de cause, du mérite du nouveau genre de pavage introduit ici par M. Sewell.

THÉATRE DE L'OPÉRA.—C'est aujourd'hui, à midi précis, que la première MATINÉE aura lieu. On donnera *Frou Frou*, comédie en cinq actes, dans laquelle Mlle Beauregard a débuté d'une manière si brillante.

Les portes seront ouvertes à onze heures et demie.

Ce soir, la seconde représentation de *La Favorite*, avec Mlles Denain et Thiebaut, MM. Gueymard, Devoyod, Mayan et Corriveau.

— Il y a, depuis quelques jours, affluence d'acheteurs au magasin de MM. M. L. Byrne & Co., qui sont en train d'écouler, à des prix d'une grande modicité, un fort stock de marchandises sèches provenant de la faillite de Richardson, Knight & Co., de New-York. Ces marchandises, d'une fraîcheur incontestable, sont vendues à des conditions aussi avantageuses par la seule raison que la maison Byrne les a achetées dans une circonstance tout à fait exceptionnelle. Nous croyons donc donner un bon conseil à nos lecteurs en les engageant à aller faire une visite aux magasins en question qui se trouvent au No 163 de la rue du Canal.

UNE BONNE CHOSE.—Il y a bien peu de gens qui ne soient capables d'apprécier une bonne chose quand elle leur est clairement présentée, et nulle personne n'est assez aveugle pour ne pas avoir que les billets pour la grande loterie de la bibliothèque du Kentucky sont d'excellentes choses et qu'il n'y a pas moyen de le contester ou de s'y méprendre. Le concert a lieu le 8 décembre et les billets se placent avec une rapidité plus grande qu'on ne l'avait jamais vu pour les concerts précédents; et comment pourrait-on s'étonner de cela quand il s'agit d'une somme de $1,500,000 à distribuer aux détenteurs de billets et qu'il y a un grand prix pour chaque cinquième billet!

— On parlait hier, devant mademoiselle Tata, de la mort d'un jeune gommeux qui ne pensait pas précisément pour un Tancrède.

— De quoi donc est-il mort? demanda un de ses amis, qui se trouvait là.

— Lui! répondit Tata, il a dû mourir d'une grille négligée.

Recouvrement de Taxes arriérées.

Autant nous voulons que l'Etat et la municipalité soient tolérants, envers les propriétaires vraiment pauvres et envers tous ces contribuables qui, vieux et infirmes, sont privés, par cela même, de toute ressource industrielle et auxquels il ne reste qu'un chétif logis pour dernier asile, autant nous voulons que l'Etat et la municipalité soient inexorables pour les propriétaires qui ne payent pas leurs contributions quand ils peuvent les payer et qui comptent sur une confusion de livres, de noms, de titres et de poursuites pour échapper aux charges communes. Aux premiers toute notre indulgence et notre charité, aux seconds toute notre sévérité. Voilà le principe général. Il est bien entendu que nous mettons à part ceux qui ne payent pas leurs taxes par esprit de résistance civique à un gouvernement d'oppression, d'usurpation et de fraude. Ces contribuables-là donneront un bon exemple et les autres les eussent imités, nous aurions moins de dettes aujourd'hui et nous serions grevés de taxes moins lourdes.

Mais il ne s'agit pas pour le moment de taxes immodérées et contre lesquelles il y a eu protestation et résistance. Il s'agit des taxes arriérées de 1860, 61, 62, 63 et 64. Les taxes de ces années ne dépassaient pas la limite votée en 1856 et elles étaient fort légères comparativement à celles que le gouvernement radical nous a successivement imposées, et sans la multiplication desquelles, la ville aujourd'hui aurait 100,000 habitants de plus. C'est pour examiner les bills non acquittés de ces cinq années que le Conseil des administrateurs vient de nommer un comité composé du maire, de l'administrateur des finances et de l'administrateur des comptes publics. Ce comité est chargé d'instruire le Conseil sur la valeur des bills de taxe, et de lui indiquer quelle portion pourrait être encore collectée. Il devra fournir une liste contenant l'année, les numéros des dits bills, les noms des personnes assessées, le montant de l'assessement et de la taxe, et donner en marge de ces noms la raison pour laquelle il regarderait les dits bills comme impossibles à collecter et ne valant rien.

Voilà, certes, une excellente mesure et dont nous attendrions un grand résultat si elle ne venait pas trop tard. Cesciny aunées doivent beaucoup à la ville, surtout l'année 1862, où la commission municipale, nommée par le général Butler, ajourna le payement des taxes à l'année suivante. Il y aurait là seulement plus de deux millions à recouvrer; mais sans prétendre obtenir des rentrées aussi brillantes, on pourrait bien retirer des propriétés qui n'ont pas changé de maîtres, un montant assez considérable pour nous permettre de racheter au rabais, comme le fait M. Clinton pour les warrants d'Etat, tous les titres criards de la ville, c'est-à-dire tous ces titres sans échéance fixe, que nous avons la bêtise de payer *in gross* et qui le pied dénominatif toutes les fois qu'il se trouve au trésor quelque argent disponible. C'est là une grande stupidité de notre part et dont les agioteurs seuls profitent.

Cette nomination de comité par le Conseil de ville est une affaire très importante et dont l'objet, par conséquent, doit être traité et poursuivi sérieusement.—Mais le maire aura-t-il le temps de s'en occuper? ses deux collègues pourront-ils aussi en suppléer à ses absences forcées? Il faudra passer tous les bills en revue: reconnaître les propriétés et s'assurer si elles n'ont pas changé de maîtres, car dans beaucoup de cas il y aura prescription, tant on a mis de négligence à faire inscrire aux hypothèques les jugements rendus en faveur de la ville. Il faudra, de plus, préciser l'étendue des terrains, en indiquer les limites et rechercher s'ils correspondent avec les noms sous lesquels ils figurent dans les régistres. Enfin, il faudra faire des citations et les rédiger de manière à ce qu'elles ne soient pas exposées à être annulées pour vice de forme.

En vérité, nous ne croyons pas que le maire et ses deux collègues puissent venir à bout de cettejâche. Elle est ardue, difficile, immense: le temps leur manquera sans doute, et à supposer qu'il ne leur manque pas, et qu'ils apportent à leur besogne tout le zèle possible, ils n'auront pas les connaissances légales qu'une telle poursuite requiert, et elle n'aboutira à rien, quand, au contraire, si elle était bien menée, elle pourrait avoir un beau résultat.

Nous conseillons donc aux membres du comité d'engager le ministère d'un coadjuteur habile, zèlé et consciencieux, qui rendra le travail facile et tout à la fois fructueux, et tant est qu'il puisse l'être. Nous avons déjà désigné au Conseil, pour une tâche pareille, un membre éminent du notre barreau, et qui a fait ses preuves comme assistant-avocat de ville il y a quelques années. Nous ignorons si la nombreuse clientèle de M. Edward Bermudez lui permettrait d'accepter ce surcroit de travail, mais nous considérerions son acceptation comme une bonne fortune pour la ville.

LA BANQUE DU CANAL.—Nous publions aujourd'hui l'état de situation de cette banque jusqu'au 21 du courant. On y verra de la manière la plus claire et la plus positive qu'elle se trouve dans une position excellente et que les actionnaires ne doivent pas plus concevoir d'inquiétude que les déposants. Les chiffres que nous publions sont concluants, et les garanties sont parfaites pour tous les intéressés. Nous n'avons pas besoin de faire ressortir ces chiffres, qui sont tout au long alignés en bon ordre dans l'état publié plus loin. Il n'est pas un de nos lecteurs qui ne les comprenne à première vue et n'en saisisse la portée. Les ressources de la banque sont immenses. Son encaisse en legal tenders, son encaisse métallique, ses valeurs en portefeuille presque immédiatement réalisables, ne laissent aucun doute sur sa puissance financière, et nous pouvons dire avec certitude que lorsque l'heure de la reprise des paiements sonnera, la Banque du Canal y applaudira la première, car nous avons raison de croire qu'elle désire cette reprise depuis longtemps et qu'elle en éprouve même le besoin, autant dans son intérêt particulier que dans l'intérêt public. Avec la meilleure volonté du monde, nous ne saurions, quant à ce qui concerne la Banque du Canal, rien dire de plus vrai, de plus flatteur et de plus rassurant.

LOUISIANE.

Nous lisons dans le *Meschacébé* de St Jean Baptiste:

—La roulaison progresse et sera terminée de bonne heure. La récolte des planteurs ne sera pas aussi satisfaisante que celle des fonctionnaires qui émargent au budget. La canne ne rend pas, tel est le cri général. Les uns parlent d'y renoncer, et tous déclarent qu'il faut diminuer le nombre des travailleurs et réduire leur salaire. Nous mentionnons seulement quelques résultats parvenus à notre connaissance: M. Michel Becnel, 32 boucauts de 55 arpents à une première secousse; et 30 boucauts de 19 arpents à une seconde; M. Camille Roussel, 10 boucauts de 13 arpents; M. J. C. Caire obtient environ un boucaut à l'arpent et fera probablement sa centaine de boucauts.

—Encore un incendie, celui de la sucrerie de l'habitation Sylvestre Cambon, précédemment Thomassin Andry. Elle a brûlé en plein jour, mercredi matin, de 10 heures à midi. Un fort vent de nord ouest activait la flamme, hâtait l'œuvre de destruction et promenait sur le fleuve une longue ligne de fumée noire, semblable à celle d'un steamboat. est-ce un accident ou un crime, nous l'ignorons. La fortune frappe en M. Cambon un homme qui fut un de ses favoris: mais il est jeune et d'un caractère énergique, et il saura sans doute se relever des coups qui l'ont frappé cette année.

—Nous avons eu jeudi, glace, gelée blanche et brouillard.

—Le service de la poste est discontinué sur le chemin de fer Mobile Nouvelle-Orléans et Texas, depuis jeudi, 20 novembre. L'employé de la voie n'a pas repris la sac de la malle et a refusé celui qui lui était apporté par l'agent du bureau d'Edgar.

— Sur le boulevard.

— Comment es-tu avec ta belle-mère?

— Mais très bien..... elle va nous loger chez elle.

— Ce sera la première fois qu'on verra une belle *mer à gîter*.

CHRONIQUE DE LA VILLE.

Le meeting d'indignation à la salle de l'Exposition.

A sept heure, hier soir, la vaste salle de l'Exposition était comble, et une foule immense s'y pressait. La manœuvre des prisonniers du *Virginius* continue à exciter l'indignation d'une partie de notre population et tous les partisans de l'indépendance cubaine se sont réunis pour exprimer leur sympathie à la cause de l'insurrection et leur désir de venger l'insulte faite au drapeau américain.

M. Allain Eustis a été appelé à présider l'Assemblée, et il a fait choix des vice-présidents dont les noms suivent:

Gouverneur McEnery, T. Bailly Blanchard, J. H. Kennard, L. A. Wiltz, W. C. Beach, J. E. Girardey, R. Hunt, F. A. Habar, H. F. May, Washington Marks, W. A. Seixas, J. J. Hill, H. Burk, J. J. Ingraham, F. Morris Chester, J. S. Rondanez, C. W. Bimpod, Gen. Farley, Félix Labatut, J. C. Dennis, W. Agar, B. M. Todd, L. H. Gardner, N. Baldwin, Monte Gaurmont, C. C. Antoine.

Un comité, composé des membres qui va ita, a été chargé de préparer des résolutions, dénonçant le massacre des citoyens américains pris à bord du *Virginius* et demandant au gouvernement des Etats-Unis d'exiger une réparation de l'Espagne: MM. L. A. Wiltz, W. W. Howe, R. R. Hitchcon, Cyrus Heavy, G. N. Kennard, F. C. Zacharie, C. Slaybeck, J. G. Fleming, W. F. Bonzano, B. F. Joubert et E. H. McCaleb.

Le colonel J. N. Smith a été le premier orateur. Il a fait un discours énergique en faveur de l'insurrection cubaine et a déploré dans les termes les plus violents l'insulte qui, a-t-il dit, a été faite au drapeau américain.

Le juge North Cullum l'a succédé et a parlé longuement sur le même sujet. Son opinion est que les Etats-Unis doivent demander à l'Espagne un compte sévère du meurtre des prisonniers du Virginius, au nombre desquels se trouvaient plusieurs citoyens américains.

M. Dalsheimer, ayant été appelé à plusieurs reprises, est allé de se présenter, et il a été accueilli par d'énergiques applaudissements. Il veut que l'indignation pour venger l'assassinat des citoyens américains à Santiago de Cuba et pour laver dans le sang espagnol l'insulte faite au drapeau national.

M. Dalsheimer a comparé la Louisiane à Cuba, en disant que sans l'armée de Grant on l'asservirait qui sait pour combien de temps encore. Sa comparaison n'a pas été précisément du goût de l'assemblée, et le président a été forcé de l'interrompre, en lui disant de ne plus aborder de pareils sujets.

Après le speech de M. Dalsheimer, M. Allain Eustis a déclaré qu'il invitait, au nom de l'Assemblée, le général Rafael Quesada, le patriote cubain, et M. Joseph Fry, le frère du capitaine Fry, à prendre les sièges sur l'estrade, à côté du président et des vice-présidents. Tous les deux, en paraissant sur la plateforme, ont été salués par des applaudissements souvent répétés.

Le général Quesada a dit en français qu'il regrettait beaucoup de ne pas parler l'anglais, afin de remercier l'assemblée de l'honneur qu'elle lui faisait.

M. F. Zacharie a présenté alors les résolutions suivantes:

Attendu que les habitants de l'île de Cuba ont, pendant cinq années, combattu pour leur indépendance; qu'ils ont donné leur sang pour défendre leur cause et sacrifié leurs propriétés pour secouer un joug odieux; et, attendu que la guerre contre les insurgés de Cuba, dirigée par les autorités espagnoles avec une cruauté sans parallèle dans l'histoire du monde civilisé, vient d'aboutir à une horrible boucherie de citoyens américains et à une insulte au drapeau de l'Union;

Il est en conséquence résolu par les citoyens de la Nouvelle-Orléans.

1. Que nous demandons l'application de la doctrine Monroe, en vertu de laquelle le gouvernement des Etats-Unis a été engagé à protéger le continent américain contre toute intervention des puissances européennes et à venir en aide à tous les peuples qui voudraient proclamer leur indépendance, comme il l'a prouvé pour le Mexique et le Texas.

2. Que nous dénonçons la capture d'un navire américain en pleine mer et l'exécution, à Santiago de Cuba, de citoyens américains, sous la protection du drapeau des Etats-Unis, comme une violation directe du droit des gens et un soufflet donné à la nation, et demandons que le gouvernement des Etats-Unis réclame de l'Espagne une réparation pour le passé et une garantie pour l'avenir.

2. Que nous promettons au gouvernement national le soutien du peuple de la Louisiane, quelle que soient les mesures adoptées par lui pour venger notre honneur outragé.

4. Que nous présentons l'expression de nos regrets les plus sincères aux familles des martyrs qui sont tombés pour la cause de l'indépendance cubaine, et particulièrement à celle de notre vaillant et noble concitoyen, le capitaine John Fry; et recommandons qu'un comité de cinq membres soit nommé par le président de l'assemblée, à l'effet de recueillir des souscriptions à leur profit.

Après la lecture de ces résolutions, qui ont été adoptées à l'unanimité, messieurs Zacharie et McCaleb ont fait tous les deux un éloquent discours, dans lequel ils ont déclaré que le Sud foulait aux pieds, maintenant, tous les préjugés du passé, et qu'il s'allierait de grand cœur au Nord, sous un même drapeau, celui des Etats-Unis, pour porter la liberté à Cuba et affranchir toute une population d'un esclavage abject.

M. Walker, rédacteur du *Herald*, de la Nouvelle-Orléans, a parlé aussi sur le même sujet, et a été suivi par un jeune homme de couleur, du nom de Scranton Kennedy, de James Lewis et du professeur Dimitry.

L'assemblée s'est alors ajournée. Voici les noms des membres du comité chargé de recueillir des souscriptions au bénéfice des familles des victimes du "Virginius," qui ont été désignés par le président:

L. A. Wiltz, J. Jonas, B. F. Joubert, Patrick Irwin, James Lewis, Thomas A. Adams, Edward Tobin.

Comité d'Examen.

Les avocats dont les noms suivent ont été désignés par la Cour Suprême pour former le comité d'examen devant lequel les étudiants en droit doivent faire leurs preuves avant de recevoir leur diplôme: MM. E. T. Merrick, John Finney, J. S. Whitaker, Geo. A. Breaux, D. Dupuy, Antier, Wm. W. Howe, John H. New, E. Bermudez et Henry B. Kelley. Le comité s'est réuni hier, au local de la Cour Suprême, pour se constituer, et arrêter les règles qui présideront aux examens des étudiants.

Incendies.

Vers une heure et demie, hier matin, le feu a été découvert dans une tonnellerie, située au coin des rues Elmire et Morales, appartenant à Emilie Corneille. La bâtisse a été complètement détruite et les flammes ont gagné la maison voisine, appartenant à M. J. W. Smith et habitée par lui, qui a eu le même sort.

Les pertes de M. Corneille dans sa tonnellerie sont évaluées à $400 et sont couvertes par une assurance à la compagnie Teutonia, et la maison de M. Smith était assurée pour $1000 à la compagnie Germania. On suppose que le feu est l'œuvre d'un malfaiteur.

Hier, après-midi, vers sept heures, un second incendie a éclaté dans une maison située au coin de la rue des Remparts et Piété, appartenant à F. Henke et occupée par M. John Sheppard qui y tenait une grocerie et un café.

Les pertes sont couvertes par une assurance de $2000 à la Compagnie des Marchands.

La maison en bois, à un étage, appartenant à Henry Blotmeyer, a été également endommagée. Les dégats, qui peuvent être estimés à $2000, sont couverts par une assurance à la Compagnie des Marchands.

Un enfant brûlé vif.

Avant hier, vers quatre heures de l'après-midi, une petite fille de quatre ans, demeurant avec son père, Prosper Cossé, rue Levée, entre Reynes et Claiffin, a mis accidentellement le feu à sa robe et a été brûlée si grièvement, qu'elle en est morte quelques heures après, au milieu de souffrances horribles.

Le docteur Cantrelle a été appelé à donner des soins à la malheureuse enfant, mais il n'a pas réussi à la sauver.

Cour Criminelle.

Le procès des frères Dennis, George et Lawrence Croman, accusés d'avoir mis le feu à leur usine, dans la nuit du 31 juillet dernier, a été appelé hier matin devant ce tribunal; mais le pseudo-avocat-général Field n'ayant pas fait acte de présence, l'affaire a été renvoyée forcément à ce matin.

L'avocat de la défense, M. Castellanos, s'est plaint beaucoup de ce retard, en disant que l'honneur de ses clients était en jeu et qu'il avait hâte de prouver leur innocence.

TEMPERATURE.—21 Novembre 1873. Thermomètre de C. DURAMEL, opticien.

Fahrenheit.		Centigrades.	
6 A. M.	54	12	
12 M.	66	18	
3 P. M.	65	18	
6 P. M.	64	17	

☞ Le "Vegetable Sicilian Hair Renewer" de Hall devient d'un usage universel pour restaurer les cheveux gris dans leur couleur originelle et pour les faire venir épais.

—Linge de dames, chaud, pour messieurs, pardessus et autres vêtements confectionnés, d'hiver, pour jeunes garçons et pour enfants, chez R. T. Walsh, 120, rue du Canal. ☞

FRANCE.

Message de Mac-Mahon.

Nous avons reçu, hier soir, nos journaux de France, contenant le message du président Mac-Mahon et le compte-rendu de la séance d'ouverture de l'Assemblée nationale. Voici le texte du message; nous publierons demain le compte rendu de la séance.

Messieurs,

Au moment où vous vous séparâtes, je vous disais que vous pouviez vous dispenser sans inquiétude, et qu'en votre absence rien ne viendrait troubler la repos public.

Ce que je vous annonçais s'est réalisé. En vous rencontrant aujourd'hui, vous retrouvez la France en paix. La libération complète de notre territoire est maintenant un fait consommé.

L'armée étrangère a quitté le sol français, et ses troupes ont rentrées dans nos départements évacués, au milieu de la joie patriotique des populations.

Notre délivrance s'est opérée sans causes de troubles au dehors, sans éveiller de méfiances au dehors.

L'Europe, assurée de notre ferme résolution de maintenir la paix, nous voit sans crainte reprendre possession de nous-mêmes. Je reçois de toutes les puissances le témoignage de leur désir de vivre avec nous dans des relations d'amitié.

A l'intérieur, l'ordre public a été fermement maintenu; une administration vigilante, confiée à des fonctionnaires d'origine politique différente, mais tous dévoués à la cause de l'ordre, a fait strictement appliquer les lois existantes; elle s'est inspirée partout de cet esprit conservateur dont la grande majorité de cette Assemblée s'est montrée toujours animée, et dont, ou ce qui me concerne, tant que vous me confierez le pouvoir, je ne me départirai pas.

A la vérité, la tranquillité matérielle n'a pas empêché l'agitation des esprits, et, à l'approche de votre session, la lutte engagée entre les partis a redoublé de vivacité. Il faliait s'y attendre: au nombre des obligés que vous avez indiqués vous-même comme devant vous occuper dès la reprise de vos travaux, figurait l'examen des lois constitutionnelles présentées par mon prédécesseur; cette attente a rempli nécessairement la question, jusqu'ici tou jours réservée, de la forme définitive du gouvernement.

Il n'est donc pas étonnant que ce grave problème ait été soulevé d'avance par les divers partis et traité par chacun d'eux avec ardeur dans le sens conforme à ses vœux. Je n'avais point qualité pour intervenir dans leur débat, ni pour devancer l'arrêt de votre autorité souveraine. La seule mission que j'entendais avoir à moi était de borner à contenir la discussion dans les limites légales et à assurer en toute hypothèse le respect absolu de vos décisions.

Votre pouvoir est donc entier, et rien n'en peut entraver l'exercice: peut-être pourrez-vous que l'émotion causée par ces discussions si vives est une preuve que, dans l'état présent des faits et des esprits, l'établissement d'une forme de gouvernement, quelle qu'elle soit, qui engage indéfiniment l'avenir, présente de graves difficultés. Il est bien à craindre que, même aujourd'hui, autour du pouvoir, tous les amis de l'ordre sans distinction de parti.

Si vous en jugez ainsi, permettez à celui que vous avez élu, sans qu'il l'ait cherché et honneur, de vous dire avec franchise son sentiment. Pour donner au repos public une garantie sûre, il manque au régime actuel deux conditions essentielles dont vous ne pouvez sans danger le laisser privé plus longtemps: il n'a ni la stabilité, ni l'autorité inflantes.

Quel que soit le dépositaire du pouvoir, il ne peut faire un bien durable, si son droit de gouverner est chaque jour remis en question, et s'il n'a devant lui la garantie d'une existence assez longue pour éviter la perspective d'agitations sans cesse renouvelées. Avec un pouvoir qui peut changer à tout moment, on peut assurer la paix du jour, mais non la sécurité du lendemain. Toute grande entreprise est par là même rendue impossible: le travail languit, la France, qui ne demande qu'à renaître, est arrêtée dans son développement. Dans les relations avec les puissances étrangères, la politique ne peut acquérir l'esprit de suite et de persévérance qui seul, à la longue, inspire la confiance et maintient ou rétablit la grandeur d'une nation.

Si la stabilité manque au pouvoir actuel, l'autorité, aussi, lui fait souvent défaut. Il n'est pas suffisamment armé par les lois pour décourager les factions, et même pour se faire obéir par ses propres agents. La presse se livre avec impunité à des écarts et des violences qui finissent par tromper l'esprit des populations; les municipalités élues oublient qu'elles sont les organes de la loi et laissent l'autorité centrale sans représentant sur bien des parties du territoire. Vous songerez à ces périls, et vous ferez don à la société d'un pouvoir exécutif durable et fort, qui prenne soin de son avenir et puisse la défendre énergiquement.

Maréchal MAC-MAHON,
Duc de Magenta.

5 novembre 1873.

Mac-Mahon et Thiers.—Le grand maréchal et le grand historien de France semblent se rapprocher pour sauver la France, le comte de Chambord reste fidèle comme un Bourbon, à la fleur de lys, tandis que les princes de la branche cadette, les bonapartistes et les républicains ne veulent entendre parler que des trois couleurs. Ce conflit qui retient si loin de l'Assemblée nationale n'est pas cependant fatalement par le choix d'un emblème: c'est au fond une guerre d'idées. Pourquoi donc les champions de tous ces partis ne se réunissent-ils pas sur un terrain commun, celui de patriotisme? Pourquoi, renvoyant leurs préjugés sur l'autel de la Patrie, n'achètent-ils pas des billets dans le grand Gift Concert de la Bibliothèque publique de Kentucky? Ils se hâteraient de le faire en transmettant leurs ordres par le télégraphe, ils pourraient s'assurer les quelques billets qui restent et ils ne s'en trouveraient pas mal.

ENTREPOT DE TAPIS,
No. 17 de la rue de Chartres.
A. BIHOUSEAU, importateur,
Offre, en tiges et en détail,
TAPIS—1000 pièces, anglais et américains.
TOILES CIRÉES, blanches, de tables et de fenêtres. — NATTES, 1000 rouleaux. Nattes de chambres, à carreaux et fantaisie.
TORRIS, Cornières, couvre-pieds de tables et de pianos.
RIDEAUX en dentelle et dentelle Nottingham.
BROCATELLES, COTELINES, tentures, etc.
CRIN, guimpe, paisele, &c., &c. 16nov—6PP

ENTREPOT DE TAPIS
ET DE TOILES CIRÉES.
ELKIN & CO.,
165.....RUE DU CANAL.....165
REÇOIVENT, en ce moment, de nouveaux gon rés de—
TAPIS anglais, Velours et Bruxelles;
TAPIS trois plis et Ingrain;
TOILES CIRÉES de toutes largeurs;
STORES, Cornices, &c., qu'ils offrent à très bas prix.
16 sept—1mPP

CHRONIQUE FINANCIÈRE.

Convent on du Peuple.

LES Délégues à la Convention sont requis de se rapporter au Comité de Soixante-Dix, au No 38, rue Carondelet, aujourd'hui, samedi, 22 novembre, à midi précis.

Par ordre,
R. H. MARR,
Chairman du Comité de Soixante-Dix.
22nov—2

Partie de Billard,

Encoignure Bienville et Toulouse, en face du Théâtre de l'Opéra.

LES amateurs du jeu de billard sont invités à assister à une partie de 300 points, qui sera jouée, le DIMANCHE 23 courant, à sept heures du soir, par M. v. Franz Maggioli et Arthur Cheta, au café situé à l'angle des rues Bourbon et Toulouse.
22nov—2

ETAT DE LA BANQUE DU CANAL
— A LA —
Clôture des affaires du vendredi, 21 novembre 1873.

RESSOURCES:		
Propriétés foncières		$163,142 37
Actions		8 828 76
Dettes remboursables par 200 82 évaluées à		97,752 30
Terre payées		25 542 66
Prêtée		22 00
Dépenses courantes		19,392 37
Frais de cours		4,777 60
Primes payées pour du change sterling		76,128 25
Billets non payés		1,251,277 07
Change étranger en poi	173,749 39	
Change sur New-York en pair	15,828 82	
Change sur New-York en or	2,331 98 —	192,810 19
Espèces	10,772 72	
Legal Tenders	682,979 65	
Balance pour le Clearing House	188,185 67	
Certificats du Clearing House	24,600 00—	906,138 04
		3,674,439 63
PASSIF:		
Capital payé		1,000,000 00
Surplus		94,432 39
Dividendes non encore payés		10,994 00
Escomptes		88,300 83
Dépôts individuels		1,300,000 00
Banques et banquiers étrangers		112,000 00
Billets en circulation		24,600 00
		2,674,439 63

Nous soussignés, officiers de la Banque du Canal, déclarons que les ci-dessus et autres états que nous croyons le tableau qui précède exact.

GEO. JONAS, Président.
CH. JUMONVILLE, Caissier.
Assermentés et signés pardevant moi, ce 21 novembre 1873.
THEO. GUYOL,
Notaire public.

Décédé, hier, à onze heures et demie, à l'âge de 27 ans, PIERRE EVARISTE WILTZ, fils de cinquante-huit ans. Les amis et connaissances des familles Wiltz, Montreuil et de Armas sont respectueusement invités à assister aux funérailles qui auront lieu demain après-midi, à quatre heures précises. Le convoi mortuaire partira de la demeure mortuaire, No 804 rue de l'Esplanade, entre les rues Derbigny et Miro.

De la part de la famille.

Décédée hier matin, à 10 heures et demie, à l'âge de 27 ans, ELMIRA ORSI BARRE, épouse de Pierre Barré, native de Lucques, Italie. Les amis de la famille, également de la Société de Bienfaisance des Bouchers, sont priés d'assister à ses funérailles, qui auront lieu cette après-midi à 4 heures précises. Le convoi partira de sa dernière résidence, rue Montagne No. 111, entre Franklin et Liberty.

De la part de son époux.

DÉCÈS.—Décédée, vendredi, 21 novembre 1873, à trois heures de l'après-midi, à l'âge de deux ans et onze mois, ALICE ROSA WESCOE, fille de B. J. Wescoe et de Jessie Tanner. Les amis de la famille sont priés, sans autre invitation, d'assister à ses funérailles qui auront lieu aujourd'hui, 22 novembre, à deux heures et demie de l'après-midi. Le convoi partira de la maison No 12 de la rue Polymnie, entre les rues St-Charles et Prytania.

SERVICE FUNÈBRE.

Un service sera célébré, mardi prochain, 25 novembre, à huit heures précises, à l'Eglise Saint Augustin, pour le repos de l'âme de GABRIEL SIMON BERARD. Des parents et ses amis sont priés d'y assister, sans autre invitation.

De la part de ses Enfants.

SERVICE FUNÈBRE.

Il sera célébré, samedi, le 22 novembre 1873, à sept heures et demie du matin, à l'Assomption, un Service Funèbre pour le repos de l'âme de feu PABLO GELPI. Les amis et connaissances de la famille sont respectueusement priés, sans autre invitation, d'assister à la célébration religieuse.

De la part de ses enfants.

SERVICE FUNÈBRE.

Il sera célébré samedi 22 novembre 1873, à sept heures du matin, à la Cathédrale St. Louis, un service funèbre pour le repos de l'âme de feue Mme AUGUSTE VIGNIE, née WILSON. Les amis et connaissances de la famille sont respectueusement priés, sans autre invitation, d'assister à la cérémonie religieuse.

De la part de son époux.

☞ "La Compagnie d'Assurance sur la Vie qui, dans le monde entier, a eu le plus grand succès est celle qui a depuis le date de sa fondation."

LIFE ASSOCIATION OF AMERICA.

BUREAU GÉNÉRAL, ST-LOUIS, MO.

HENRY W. HUGH.....Président.
EDWIN W. BRYANT.....Actuary.
JOHN S. PIERCE.....Secrétaire.
JOHN N. PRITCHARD.....Trésorier.

COMPAGNIE PUREMENT MUTUELLE.
POLICES NON FORFAITES.

Actif, le 30 juin 1873.....$6,661,491.

Organisée à St-Louis, Missouri, le 15 juin 1868, par une Association de cent citoyens parmi les plus éminents de la ville, chacun donnant une police de dix mille piastres, ce qui donnait un total de primes de $1,000,000. L'Association sur la Vie a fait jusqu'à présent des progrès qu'établira d'une manière éloquente un état de son actif à la fin de chaque année.

30 juin 1869, actif total.....$2,650,000 43
30 juin 1870, " 3,131,794 88
30 juin 1871, " 3,602,980 45
30 juin 1872, " 4,166,484 99
30 juin 1873, " 5,661,291 10

DÉPARTEMENT DE LA LOUISIANE.

GESTION LOCALE. PLACEMENT LOCAL.

En vertu des privilèges conférés par la Charte de l'Association, la réserve des primes reçues dans le Département est placée intégralement ici sur remarque hypothèque de première hypothèque sur la direction du Conseil de Département.

RÉSERVE PLACÉE DANS LE DÉPARTEMENT DE LA LOUISIANE.

Première hypothèque sur propriétés foncières résidentielles.....$2,230,211 82
Prêts sur polices.....16,166 66
Total.....$2,246,374 48

Bureau, 108, rue Gravier, Nlle-Orléans.

OFFICIERS.

Président.....GEN. J. B. HOOD,
(L. F. GÉNÉREUX.
Vice-Présidents.....(HENRY V. OGDEN,
Avocat.....GEN. R. L. GIBSON,
Secrétaire.....SAMUEL FLOWER,
Agents-Généraux.....(GEN. R. R. SIMMS,
(RENÉE BROS.

DIRECTEURS.

M. Musson, T. H. Hunt,
John Chaffe, John Williams,
R. Prichard, H. V. Ogden,
Julius Weiss, Jas. T. Fant,
Joseph Hoy, W. M. Prentiss,
W. S. Pike, Isaac Scherr.
22 nov—3m—Mar15

A